

Anthropologie et Sociétés



Michel FREITAG, 1995, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec et Paris, Nuit blanche éditeur et Éditions La Découverte, 299p., bibliogr.

Louis Guay

Volume 20, Number 1, 1996

Savoirs et gouvernementalité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015404ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015404ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guay, L. (1996). Review of [Michel FREITAG, 1995, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec et Paris, Nuit blanche éditeur et Éditions La Découverte, 299p., bibliogr.] *Anthropologie et Sociétés*, 20(1), 219–222. <https://doi.org/10.7202/015404ar>

Enfin, la cinquième partie est centrée sur la dialectique biologie-culture dans les discours sur la santé. Jean Comaroff montre que l'entreprise colonialiste britannique en Afrique est indissociable de l'utilisation faite de la maladie et des vertus de la science biomédicale comme alibi pour justifier l'impérialisme politique et économique et ce, à travers un discours humaniste fondé sur la « mission de soigner ». Margaret Lock compare les constructions culturelles de la ménopause et du corps de la femme d'âge moyen en Amérique et au Japon. Elle montre que, si en Amérique la femme ménopausée est vue à travers les déséquilibres hormonaux et leurs impacts physiques, c'est-à-dire à travers un corps médicalisé, au Japon, dans un contexte où la femme est perçue comme responsable des soins des grands-parents, la ménopause représente une atteinte à son rôle social de pourvoyeuse de soins. La ménopause serait l'objet de constructions sociopolitiques différentes : la femme âgée comme consommatrice de soins en Amérique, mais comme alternative à une coûteuse prise en charge des personnes âgées par l'État au Japon. Enfin, un dernier texte de Donna Haraway explore de quelles façons la construction d'un corps et d'un soi biotechnologiques est influencée par le discours scientifique postmoderne portant sur le système immunitaire. Selon elle, le système immunitaire est l'objet iconique par excellence, utilisé par les systèmes de différenciation symbolique et matérielle dans les sociétés capitalistes contemporaines.

L'objectif de l'ouvrage était de rethéoriser l'anthropologie médicale nord-américaine. Il y parvient largement de deux façons : d'abord en montrant de quelles façons le savoir biomédical est utilisé pour justifier, expliquer, disqualifier ou exclure certains types d'action sociale, ensuite, en montrant que les constructions locales de savoirs et de pratiques peuvent être considérées comme des entreprises de résistance face à l'hégémonie biomédicale. Le fil conducteur de ce livre ne doit toutefois pas être cherché dans un objet commun à l'anthropologie médicale, mais plutôt, comme le proposent les directrices, dans « le processus qui donne vie aux cadres conceptuels qui imposent une hiérarchie et légitiment les voix et les croyances de certains individus, groupes ou institutions plutôt que d'autres » (p. 304).

Raymond Massé
Département d'anthropologie
Université Laval

Michel FREITAG, 1995, *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec et Paris, Nuit blanche éditeur et Éditions La Découverte, 299 p., bibliogr.

That truth has a value in itself, apart from any use to which it is put, is a postulate of the activities of the university (Edward Shils).

Dans ce livre d'essais, Michel Freitag poursuit des réflexions amorcées et développées dans d'autres ouvrages. Une des constantes de ses écrits réside dans la comparaison systématique qu'il établit entre les caractéristiques de la modernité et celles de la postmodernité et les conséquences de celle-ci sur le traitement des enjeux et des problèmes actuels.

Dans les articles qui composent cet ouvrage, Michel Freitag reprend des thèmes qui lui sont chers pour bien camper son analyse des questions qui font l'objet de ses réflexions : les préoccupations pour le futur, l'université, la normativité, la « crise » des sciences sociales, la distinction société-social, l'informatisation de la société et enfin le lien entre philosophie et sciences sociales. Je m'attarderai, dans ce bref compte rendu, à quelques aspects seulement.

Pour bien comprendre les thèses de Freitag, il faut se référer à sa division très « comtienne » des trois modes de régulation de la société : le mode culturel-symbolique qui caractérise les sociétés « archaïques » ou traditionnelles, le mode politico-institutionnel, propre aux sociétés modernes, et le mode décisionnel-opérationnel que la postmodernité a instauré. Les termes parlent d'eux-mêmes ; le sociologue, l'anthropologue, l'historien et le politologue reconnaissent dans ces expressions l'esprit de classification des sociétés propre aux sciences sociales.

Le premier texte aborde la question ou la gestion du futur. La prévision du futur comme activité normale et légitime participe au mode de régulation technocratique, décisionnel et opérationnel. Or, comme le rappelle à maintes reprises Freitag, l'essence de l'humanité est normative. Le mode de régulation technocratique propre à la postmodernité accomplit une « révolution » tout à fait inédite dans l'histoire, celle de « l'autonomisation du fonctionnement et de l'opérativité des moyens par rapport aux fins » (p. 14), idée qui reviendra tel un leitmotiv tout au long du livre.

La pièce de résistance de l'ouvrage contient une longue réflexion sur l'université et sur la crise des sciences sociales. L'entrée en matière nous est fournie par le texte sur le futur, car l'institution universitaire s'en préoccupe beaucoup, devant préparer ses étudiants et étudiantes à exercer une profession ou un rôle social pour un temps à venir passablement long ; une carrière dure de 30 à 40 ans. Or, l'université d'aujourd'hui a rompu ses liens avec son propre passé ; elle s'est ajustée au mode de gestion technocratique dont la conséquence est le refus des disciplines de s'interroger sur le sens de leur travail, sur la finalité de la connaissance et sur le débat critique et ouvert à la normativité. Comme il ne saurait exister de sociétés humaines sans normes, il ne peut exister d'université sans normativité. Mais le rôle de l'université est plus large, plus vaste : il consiste à être un des lieux, sinon le lieu privilégié, de la réflexion critique, donc normative. Il ne s'agit pas pour l'université et ses professeurs de dicter des normes à la société, *ex cathedra*, mais de maintenir en son sein, par le truchement de l'enseignement et du débat intellectuel, une constante interrogation sur le sens de la vie humaine et de la vie en société. Les sciences sociales ont joué ce rôle dans la montée de la modernité ; elles ont accompagné ce monde nouveau qui se construisait sur les ruines de l'ancien, après en avoir fait elles-mêmes la critique, en ont établi les règles de discussion et de débat et ont instauré la raison au sommet des procédures d'examen de la réalité. Elles ont légitimé la modernité et donné sens à son développement.

Or, l'université d'aujourd'hui se refuse à un tel rôle. Elle valorise l'adaptation au marché du travail, définit la recherche — grâce à sa démarche « empirico-expérimentale » axée sur les résultats — comme réponse à apporter à des demandes sociales et économiques qui semblent se multiplier, et se plie de plus en plus aux commandes technocratiques des pouvoirs publics et privés. Tout cela est encouragé par les administrations universitaires qui ne savent plus comment défendre une certaine idée de l'université et sa spécificité transtemporelle : la recherche de vérité. Les disciplines des sciences sociales participent à ce mouvement ; elles pourraient même le devancer à l'occasion.

Cette mise en cause de l'université risque de ne pas plaire aux administrateurs, qui rétorqueront toujours, un peu naïvement, que, d'une part, l'institution doit refléter son milieu et que, d'autre part, cette adaptation a été « voulue » par le corps enseignant lui-même dont ils ne sont que les représentants. Je doute que cette défense puisse convaincre l'auteur, qui y va de quelques conseils pour une reprise en main de l'institution universitaire. Si l'on peut adhérer à son idée de faire de la recherche universitaire le lieu de développement de « corps synthétiques de connaissances théoriques et pratiques », mais pas instrumentales, à forte portée normative (p. 64-65), si plusieurs sont aussi prêts à partager sa conviction profonde que la formation universitaire n'est pas d'abord une formation à la

recherche, mais « une formation à la maîtrise, à la compréhension d'une discipline » (p. 69), si la plupart des universitaires croient que la formation universitaire doit conduire à « l'acquisition d'une capacité de jugement qui sera elle-même socialement reconnue comme autonome » (p. 69), peu accepteront de sortir de l'université toute la recherche qui en fait maintenant partie et que Freitag qualifie de recherche à des fins opérationnelles et instrumentales.

Le livre de Freitag contient d'autres analyses qui vont dans le sens d'une réflexion critique sur les principes qui structurent la postmodernité. Malgré les redites, presque inévitables dans un recueil d'essais, ses articles sont stimulants quoique certains passages suscitent beaucoup de scepticisme. Le texte sur la société informatique se termine par des considérations sur la « beauté du monde et le respect des formes » qui me semblent ouvrir la voie à un rapprochement avec les positions philosophiques de l'écologie profonde, qu'il convient d'examiner avec soin certes, mais un peu inquiétantes, en ce qu'elles risquent de s'éloigner des principes humanistes propres à la modernité que défend par ailleurs Freitag. D'autres points de vue sont difficilement défendables. Par exemple, le « modèle » de l'université américaine que décrit l'auteur est en porte-à-faux complet avec le rôle que les universités américaines ont joué dans la production scientifique depuis la dernière guerre : il n'est pas vrai qu'elles se sont cantonnées dans la recherche opérationnelle et instrumentale. Sa position sur les sciences de la nature qui ont perdu le « sens de leur projet » (« La science cesse ainsi d'être en premier lieu la réalisation d'une volonté de connaissance du monde, tel qu'il nous est donné... » p. 42-43) est trop caricaturale pour mériter un commentaire.

À cause de leur richesse, ces essais d'« épistémologie politique », sous-titre qui en dit déjà long sur les intentions de Freitag, provoquent la discussion, soulèvent des critiques. Je ne formulerai que trois interrogations.

1° Une première interrogation provient d'une incertitude quant au statut épistémologique de la conception de la modernité et de la postmodernité qui sert de schéma conceptuel directeur à toutes ses analyses. En particulier, cette conception de la postmodernité, qui est présentée comme bien réelle, constitue-t-elle un modèle heuristique, un idéal-type, une hypothèse, une théorie en formation ou achevée ? La réponse à cette question devrait nous permettre de savoir si les propositions de Freitag sont réfutables ou non ; si ce qu'il dit sur la postmodernité peut être soumis à la vérification et, par conséquent, comment et à quel niveau on peut débattre intellectuellement de ses idées ; si et en quoi cette conception est perfectible. En se laissant présenter comme « le sociologue et le philosophe par excellence de la postmodernité », Freitag tombe dans le point de mire de la critique et de tous ceux qui contestent que la postmodernité est d'une nature différente de la modernité.

2° Son analyse du rôle et du sens du savoir dans la modernité comme dans la postmodernité conduit à un certain malaise. Si je comprends bien, le savoir moderne, en fait celui des sciences sociales, a servi de discours légitimant l'accession à la modernité (« les sciences sociales classiques ont essentiellement fonctionné comme les idéologies de légitimation propres à la modernité » p. 113). Cela pose problème, car, prise à la lettre, une telle proposition nierait l'autonomie de la connaissance. Je ne pense pas que Freitag reprendrait les analyses matérialistes qui ont eu cours, en abolissant l'autonomie du savoir face aux forces sociales. Toutefois, il subsiste un doute. Si tel a été le cas dans la formation de la société moderne, il ne faudrait pas se surprendre que les sciences sociales d'aujourd'hui fonctionnent de la même manière face à la postmodernité, qu'elles lui servent d'idéologies de légitimation. La conséquence de cela est troublante : comment alors peuvent-elles se libérer de ces liens, puisqu'elles sont intimement associées au nouveau mode de régulation sociale ? Comment peuvent-elles s'autonomiser, elles qui semblent aujourd'hui comme hier être le « reflet » ou le produit des développements sociaux, politiques et économiques ?

3° Enfin, l'aspiration à retrouver le sens de la normativité au sein du savoir et des sciences sociales en particulier et le changement de cap quant à la formation universitaire ressemblent, je crois, sur une certaine méprise. D'abord, l'université ne saurait se limiter au seul rôle d'apprentissage de savoirs synthétiques, car le risque serait grand qu'elle retombe dans la scolastique. N'oublions pas que l'université qui s'est imposée au 19^e siècle, en jumelant enseignement et recherche, est née d'une révolte contre la sclérose académique. De plus, dès ses débuts, l'université s'est développée à la fois autour des disciplines sans but instrumental, la philosophie notamment, comme des disciplines pratiques, la médecine et le droit en particulier. Si l'université se détachait de ses fonctions de recherche, elle risquerait de sombrer dans la stérilité intellectuelle, comme la médecine universitaire d'avant l'ère moderne, qui se préoccupait plus de lire et de commenter les textes de Gallien et d'Aristote sur l'anatomie humaine et animale que d'observer directement des êtres humains et des animaux... La recherche permet de renouveler les paradigmes, les approches théoriques. De plus, je ne saisis pas très bien pourquoi l'université serait le lieu par excellence pour discuter de normativité. Les normes et les valeurs doivent être discutées largement ; il n'appartient pas à une institution ou à une discipline en particulier d'en faire son monopole. Si l'être humain est d'essence normative et est, par nature, réflexif, ces attributs doivent se traduire dans la vie de tous les jours et dans la participation à la vie politique. Je préférerais que l'université s'en tienne à une mission plus modeste, mais aussi pluraliste : explorer et faire valoir les idées pour elles-mêmes, qui ne peuvent pas être toutes normatives, en marge de leur utilisation pratique, mais sans l'exclure, et que l'idéal d'objectivité, d'une séparation entre jugements de fait et jugements de valeur, oriente ses activités.

Louis Guay
Département de sociologie
Université Laval

Arturo ESCOBAR, 1995, *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, N. J., Princeton University Press, 290 p.

Discours, pouvoir, représentations et pratiques alternatives du développement sont sans aucun doute les mots clés de ce livre dense et stimulant d'un auteur qui revient de plus en plus dans les bibliographies sur la critique du développement, Arturo Escobar. S'appuyant sur une documentation abondante et sur une expérience du terrain en Colombie, cet auteur nous propose une critique de ce champ discursif extrêmement puissant qui domine les relations de l'Occident avec le « Tiers-Monde » depuis plus de 40 ans. Il s'agit d'un discours assorti d'un dispositif particulier dont les effets ne touchent pas seulement les structures et les institutions mais aussi les individus dans leur corps et dans leur esprit.

S'inspirant de l'approche de Foucault, l'auteur s'adonne à l'examen de champs spécifiques du développement dans lesquels sont produits connaissance et pouvoir (développement rural, développement durable, femmes et développement). Il entend démontrer dans les six chapitres de son ouvrage comment fonctionne le dispositif du développement.

Dans le premier chapitre qui sert d'introduction, Escobar se positionne au sein de l'anthropologie de la modernité, ce qui lui permet d'ailleurs de considérer le développement comme une expérience historique singulière. Il propose d'examiner cette expérience selon trois axes reliés entre eux. Un de ces axes concerne les formes de connaissance qui ont trait